

## Recherches sociographiques



Vincent LEMIEUX, (éd.), *Quatre élections provinciales au Québec*

Guy Lord

---

Volume 12, numéro 3, 1971

Minorités francophones

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055548ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055548ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Lord, G. (1971). Compte rendu de [Vincent LEMIEUX, (éd.), *Quatre élections provinciales au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 12(3), 390–392.  
<https://doi.org/10.7202/055548ar>

---

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1971

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Vincent LEMIEUX, éd., *Quatre élections provinciales au Québec : 1956-1966*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1969.

Ce livre sur le comportement électoral des québécois présente plusieurs aspects intéressants. D'abord, contrairement à la plupart des études électorales que nous connaissons, il ne se limite pas à l'étude d'une seule élection, mais nous propose une étude comparée de quatre élections provinciales consécutives. Le comportement électoral est donc placé dans toute sa dynamique. Vincent Lemieux fait bien ressortir la richesse de cette approche comparée dans le dernier chapitre du livre intitulé : « Quatre décisions collectives », approche qui lui permet de souligner, à partir de l'analyse du comportement électoral de l'ensemble des circonscriptions du Québec, les lignes de forces et les principales sources de faiblesse de l'Union nationale et du parti Libéral. Une autre caractéristique remarquable de ce livre consiste dans la variété et la complémentarité des approches utilisées pour étudier le phénomène électoral. En dépit du nombre et de l'origine disciplinaire variée des auteurs de textes, le livre présente une très grande unité.

Le livre commence par une introduction historique de Jean Hamelin et André Garon. Il s'agit d'une rapide présentation des principaux événements qui ont marqué la période étudiée et d'un rappel des conflits et changements qui en ont fait l'une des périodes les plus riches de l'histoire du Québec : nombreux changements des chefs politiques ; évolutions des tâches de l'État ; changement des mentalités ; enfin, malaise et mécontentement engendrés par un développement et des politiques qui, comme le Bill 60, marquent, sinon une rupture, du moins un tournant dans la vie politique québécoise. Hamelin et Garon savent recréer le contexte des campagnes électorales, donner toute leur signification aux stratégies et techniques électorales, et s'il leur arrive de passer un peu vite aux conclusions (l'on ne voit pas très bien, par exemple, pourquoi l'affaire Pelletier allait coûter quatre circonscriptions à l'U.N. en 1960), il faut sans doute en attribuer la faute à l'espace très limité accordé à ce survol historique (à peine 25 pages).

La première partie du livre est consacrée à l'étude des programmes des partis et à la composition de leur personnel politique. L'analyse des plates-formes de l'U.N. et du parti Libéral (pourquoi ne pas avoir inclus le R.I.N. et le R.N. ?) est faite par Vincent Lemieux selon un cadre conceptuel rigoureux concentré sur les fonctions de mobilisation et de redistribution des ressources par l'État. La notion de « ressources » est entendue dans un sens large incluant non seulement les ressources économiques qu'un parti peut vouloir mobiliser et redistribuer, mais aussi les ressources de nature symbolique, les droits, les privilèges et l'information qu'il entend toucher, contrôler ou modifier. L'application de ce cadre d'analyse amène l'auteur à faire une distinction fort intéressante entre le parti Libéral et l'U.N. En effet, il constate que, de façon générale, « les libéraux valorisent plus que les unionistes les allocations de ressources indivisibles », (c'est-à-dire « une ressource telle que si on l'alloue à un individu dans un groupe donné, il n'est pas praticable d'en priver les autres individus du groupe ») « tandis qu'inversement, l'U.N. accorde sa faveur à des allocations de ressources plus divisibles » (p. 62). Cette analyse est faite sans aucune concession à la facilité. Elle permet d'apprécier l'importance des plates-formes électorales comme indicateurs de l'image que les partis veulent présenter d'eux-mêmes pendant les campagnes électorales, du moins au niveau provincial, car il faudrait d'autres études pour voir si ce sont les mêmes traits que l'on retrouve au niveau des campagnes de circonscriptions.

Le deuxième chapitre présente une étude fort suggestive et riche en données de Robert Boily sur les candidats élus et battus de 1956 à 1966. Que constate Boily ?

D'abord, notre personnel politique comprend avant tout des membres des professions libérales (surtout des avocats) et du secteur des affaires et il est donc peu représentatif de la stratification sociale au Québec, (il est toutefois regrettable que le livre ne donne pas de tableau sur cette stratification). L'on y retrouve fort peu de représentants des diverses minorités influentes et de la grande bourgeoisie du Québec, et des catégories sociales aussi importantes que celles des ouvriers et des agriculteurs sont victimes d'une énorme sous-représentation qui, loin d'aller en se corrigeant, semble devoir s'accroître. Autre constatation de Boily : il y a une nette différenciation ou « distance sociale » entre le député de l'U.N. et celui du parti Libéral. Même si les deux partis ont tendance à devenir de plus en plus des partis de classes moyennes, l'U.N. est plus fortement que le P.L.Q. un parti de classe moyenne inférieure : « dans l'U.N. les membres de la classe moyenne supérieure représentent 51% des élus et ceux de la classe moyenne inférieure 36% alors que chez les libéraux, ils représentent respectivement 71% et 22% » (p. 94).

Pour Boily, il faut rechercher l'explication de ce contraste dans la nature profonde des deux partis et en particulier aux différences entre les milieux sociaux auxquels ils sont traditionnellement liés. Le parti Libéral a succédé au parti Conservateur comme parti « aristocratique » dans lequel une certaine bourgeoisie canadienne-française se reconnaît le plus facilement depuis les années '20, alors que l'U.N., résultat de l'alliance des éléments moins urbains et plus modestes du parti Conservateur et des éléments aux caractéristiques souvent comparables de l'Action libérale nationale, colle davantage aux couches sociales plus défavorisées de la province (p. 96). Les deux partis projèteraient donc d'eux-mêmes ces deux images contrastées d'un parti plus populaire et d'un parti plus aristocratique et seraient perçus comme tels par l'électorat.

Dans la deuxième partie du livre consacrée aux circonscriptions et aux électeurs, Maurice Pinard fait lui aussi appel à une interprétation de l'évolution politique au cours des années '20 et '30 pour expliquer un autre aspect du comportement électoral des québécois : le vote de classe négatif des ouvriers ou l'appui apporté par la classe ouvrière à un parti conservateur, l'U.N. En effet, après avoir écarté plusieurs facteurs d'explication (surtout d'ordre culturel ou psychologique), Pinard retient que le vote de classe négatif est lié au fait qu'en 1936 la domination, tant au fédéral qu'au provincial, du parti Libéral fut brisée par l'apparition d'un nouveau parti politique capable de canaliser le mouvement protestataire des classes ayant été particulièrement affectées par la crise économique des années '30. Les membres de la classe ouvrière se seraient alors tournés vers l'U.N. « comme vers un mouvement de protestation sans attacher trop d'importance à sa pensée sociale » (pp. 168-69). Ce vote de classe, sans doute positif au début, s'est transformé en vote à caractère négatif. L'idéologie nationaliste (phénomène d'élites avant tout) aurait joué un rôle secondaire dans l'adhésion des masses à l'U.N. ainsi d'ailleurs que dans le maintien de cette adhésion. La thèse de M. Pinard est développée de façon précise et rigoureuse. Et, pourtant, elle ne cesse d'intriguer car, même pour fin d'analyse objective, l'on se demande si les deux partis en présence peuvent se distinguer selon une échelle droite/gauche et l'on se heurte aux difficultés que présente le choix des critères qu'il faut invoquer pour procéder à une telle distinction. Il semble qu'au point de vue des plates-formes électorales l'U.N. ait été plus conservatrice, donc plus de droite que le P.L.Q. D'un autre côté, la composition socio-économique du P.L.Q. a fait pendant longtemps de ce parti un parti beaucoup plus identifié aux intérêts de la classe économique dominante qu'à ceux des classes défavorisées et cela, en dépit de la rhétorique des programmes électoraux. Dans d'autres contextes, un tel parti politique ne serait-il pas considéré comme parti de droite même s'il se présente avec un programme électoral de réforme et de changement ?

Enfin, Michel Chaloult dans un chapitre remarquable, mais trop court à notre avis, reprend plusieurs des questions évoquées précédemment et en soulève beaucoup d'autres en plaçant l'analyse, cette fois-ci, au niveau local et régional. Ainsi, d'autres conflits et d'autres clivages apparaissent qui accentuent la complexité du phénomène électoral : « conflits non seulement entre urbains et ruraux, écrit-il, mais entre comtés, entre deux sections du même comté, entre deux paroisses, entre différentes parties d'une même paroisse » (p. 127). Le texte de Chaloult propose plusieurs perspectives d'analyses stimulantes et, comme lui, il faut souhaiter que se multiplient des études locales et régionales qui débordent le cadre trop limité de la statistique électorale pour s'interroger sur la psychosociologie de l'électeur et les caractéristiques de la vie politique dans des milieux sociaux restreints.

Il est difficile de se montrer critique à l'égard d'un livre aussi nécessaire et important. Évidemment, l'on aurait aimé que certaines de ses analyses fassent l'objet de présentations plus élaborées (celle d'Hamelin et Garon et celle de Chaloult par exemple), et qu'il inclut des études sur la participation électorale, la distribution géographique du vote, ainsi que des éléments de cartographie électorale. Enfin, n'eut-il pas été souhaitable qu'apparaissent en annexe les résultats électoraux en chiffres absolus et non seulement en pourcentages ? Mais ce qui est souhaitable n'est pas toujours possible, et il faut reconnaître que plusieurs des manques signalés ci-haut sont regrettés par le directeur de la publication dans son avant-propos.

Guy LORD

*Département de science politique,  
Université du Québec à Montréal.*

Maurice PINARD, *The Rise of a Third Party. A Study in Crisis Politics*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall Inc., 1971, XXIII + 284 p.

L'acheteur éventuel, qui lit le titre de l'ouvrage et qui voit sur la couverture la photo d'une pancarte où est écrit « Trudeau we are behind you all the way », se demande sans doute de quel tiers parti et de quelle crise il s'agit. S'il feuillette le livre, il se rendra compte qu'il s'agit de la montée du Crédit Social au Québec, lors des élections fédérales de 1962. Que cette montée ait provoqué une crise semble toutefois douteux...

Le contenu du livre est donc assez mal identifié par son titre et sa couverture. C'est même une des principales réserves qu'on peut formuler contre l'admirable ouvrage qu'a produit Maurice Pinard. Dans sa préface, le professeur Neil J. Smelser a bien souligné les principales qualités de cette monographie : à-propos théorique, choix judicieux des hypothèses, souci constant de la vérification, et imagination empirique. Il formule également quelques réserves. Elles montrent qu'il a conservé sa liberté de jugement envers un ouvrage inspiré en bonne partie de sa propre théorie du comportement collectif.

Pinard part en effet des six déterminants dont la combinaison permet d'après Smelser, d'expliquer un type spécifique de comportement collectif. Le premier déterminant, de caractère structural, est traité sous le titre des conditions politiques à la montée du Crédit Social. Il s'agit de la « conductibilité » structurale (*structural conduciveness*) que le système des partis offrait à l'apparition d'une nouvelle formation partisane. Pinard expose et vérifie entre autres une thèse originale qui veut que la montée d'un tiers parti, dans un système jusque là bi-parti soit conditionnée par la faiblesse constante d'un des deux partis traditionnels, et plus précisément par son incapacité à retenir le vote d'au